MONTRÉAL – Québec a jeté les bases d'un vaste plan d'action interministériel pour lutter contre l'itinérance, jeudi, en confirmant la construction de 500 logements sociaux et l'injection de 6 millions $ pour des services de proximité destinés aux personnes en situation d'itinérance.

Ces mesures sont contenues dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance intitulée «Ensemble, pour éviter la rue et en sortir», qui a été présentée à Montréal par la ministre déléguée aux Services sociaux, Véronique Hivon.

«On ne peut plus tolérer l'intolérable. On ne peut plus accepter l'inacceptable. L'itinérance est un phénomène qui nous renvoie avec le plus de force à l'échec de notre obligation comme société», a lancé la ministre Hivon en conférence de presse au pavillon Patricia Mackenzie de la Mission Old Brewery.

«Face à cette image de notre fragilité collective, on ne peut surtout pas baisser les bras, a-t-elle poursuivi. On ne peut surtout pas détourner le regard.»

L'une des clés de voûte de la politique est la construction de 500 logements sociaux, une mesure qui avait déjà été annoncée le 20 février par le ministre des Finances, Nicolas Marceau, lors du dépôt de son budget 2014-2015.

«Le logement et la recherche d'une stabilité résidentielle, c'est évidemment la clé centrale de la prévention et de la lutte à l'itinérance», a exposé Mme Hivon, précisant qu'une fois le nouveau logis intégré, des services d'accompagnement doivent impérativement suivre afin d'espérer une transition couronnée de succès.

Ce projet de 46 millions $ sera financé par le programme AccèsLogis et réservé à une clientèle itinérante ou à risque de le devenir. La part du lion ira à la métropole, où le problème de l'itinérance est le plus criant.

«Montréal réclame traditionnellement un 45 pour cent de ces logements. Elle ne l'avait pas à ce

jour; elle était restreinte à 40 pour cent, mais je confirme aujourd'hui que Montréal va avoir un minimum de 45 pour cent de ces unités spécifiquement dédiées aux personnes itinérantes», a déclaré Mme Hivon.

La politique présentée jeudi comporte plusieurs axes prioritaires: le logement, la santé et les services sociaux, le revenu, l'éducation, l'insertion sociale et l'insertion socioprofessionnelle, la cohabitation sociale ainsi que les enjeux liés à la judiciarisation.

La question de la formation des policiers est revenue sur le tapis lors de la conférence de presse. Il faut dire qu'au cours des derniers mois, Montréal a été le théâtre de tristes événements impliquant des sans-abris — le dernier en lice étant la fusillade qui a mené au décès tragique d'Alain Magloire en février.

La ministre Hivon a dit avoir abordé la question de la formation psychosociale avec des représentants du milieu policier dans le cadre du Forum de consultation sur l'itinérance qui s'est tenu en juin dernier, et elle semble avoir eu une réaction positive.

«Bien sincèrement, je sens une volonté des forces policières, notamment à Montréal (…) de généraliser une formation sur la réalité de l'itinérance», a-t-elle signalé.

Les acteurs du milieu de l'itinérance ont accueilli à bras ouverts et de façon quasi unanime la politique.

Le Réseau solidarité itinérance du Québec (RISQ), l'un des groupes ayant pris part à la consultation lancée en juin 2013, juge qu'il s'agit d'un «gain majeur» pour prévenir et contrer l'itinérance.

De son côté, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) réclame tout de même que le gouvernement aille «bien au-delà» des 500 logements annoncés et demande le dépôt d'un plan d'action rapidement afin que cette politique ne soit pas qu'une «coquille vide».

«Il faut que les partis politiques s'engagent à des mesures concrètes et s'engagent à ce que le prochain budget du gouvernement aille au-delà de ce qui a été annoncé dans le budget électoral de M. Marceau», a plaidé le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant.

Du côté de l'opposition, on appelle également à la mise en oeuvre rapide de gestes et d'investissements concrets, a fait remarquer la porte-parole libérale en matière de services sociaux, Stéphanie Vallée.

Invitée à réagir au dépôt de la politique, la députée de Gatineau a souligné qu'on «ne pouvait être contre la vertu» et a reproché au gouvernement de s'être traîné les pattes dans ce dossier.

«Tout ce qui est dans la politique, ce sont des choses qui se disent et se redisent depuis des années», a-t-elle commenté en entrevue avec La Presse Canadienne.

«Dans le fond, ce que la ministre dit, c'est: 'Attendez, on va avoir un plan d'action plus tard'. Pourquoi n'a-t-elle pas fait de plan d'action tout de suite?»

C'est ce que compte faire Véronique Hivon «dans les prochains mois», en collaboration avec plusieurs ministères, en déposant un plan d'action pour 2014-2019.

«Cette politique-là est tout sauf théorique, tout sauf évanescente. (…) Elle va être l'assise d'un plan d'action sur cinq ans qui va rattacher des mesures très concrètes à chacune des priorités d'action», a lancé la ministre.

La première ministre Pauline Marois s'était engagée lors de son discours inaugural, en octobre 2012, à adopter une Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Cet article Une politique sur l’itinérance pour cesser de «tolérer l’intolérable» est apparu en premier sur L'actualité

.

Consultez la source sur Lactualite.com: Une politique sur l’itinérance pour cesser de «tolérer l’intolérable